

## L'immigration juive et l'établissement de la communauté nationale hébraïque dans la ville mixte de Haïfa

Anat Kidron

Translator: Judith Grumbach

---



**Electronic version**

URL: <http://journals.openedition.org/bcrfj/6404>

ISSN: 2075-5287

**Publisher**

Centre de recherche français de Jérusalem

**Printed version**

Date of publication: 15 December 2010

**Electronic reference**

Anat Kidron, « L'immigration juive et l'établissement de la communauté nationale hébraïque dans la ville mixte de Haïfa », *Bulletin du Centre de recherche français à Jérusalem* [Online], 21 | 2010, Online since 01 March 2011, connection on 30 April 2019. URL : <http://journals.openedition.org/bcrfj/6404>

---

## L'immigration juive et l'établissement de la communauté nationale hébraïque dans la ville mixte de Haïfa

Anat Kidron

Doctorat en Études d'Israël, Université de Haïfa  
kidrone@zahav.net.il

Traduction de Judith Grumbach

La communauté nationale hébraïque de Haïfa s'est développée au fil de l'immigration sioniste en Israël. Jusqu'à présent, la recherche historique a essentiellement porté sur l'intégration des immigrés au sein des institutions sionistes. La recherche sur le secteur urbain s'est penchée sur Tel Aviv et sur les colonies juives, et des études ont été faites sur Jérusalem, centre du *Yichouv*. Cet article examine l'influence de l'immigration sur le développement de communautés hébraïques dans les villes mixtes ainsi que la nature des relations entretenues entre les communautés hébraïques et les autres communautés dans leur espace urbain, en particulier à Haïfa à la période du mandat britannique.

L'expression « ville mixte » fait référence aux villes dans lesquelles se trouvent à la fois une population arabe et une population juive, comme Jaffa, Jérusalem ou Tibériade. L'établissement de communautés nationales dans des environnements mixtes était plus compliqué qu'au sein de communautés hébraïques homogènes. En effet, la lutte pour l'autonomie vis-à-vis des autorités coloniales se doublait d'un combat pour la domination et l'hégémonie au sein des institutions municipales face aux représentants arabes. De plus, tout en s'efforçant de bâtir une « unité nationale », les relations au sein même de la communauté juive n'étaient pas simples, du fait des différences entre les sionistes du nouveau *Yichouv* et les juifs orthodoxes, généralement non sionistes, de l'ancien *Yichouv* dans les villes mixtes.

Jusqu'à la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, Haïfa était une petite ville peuplée de quelques centaines d'habitants. Avec l'établissement de la colonie allemande en 1868 et le début des activités chrétiennes à l'intérieur et autour de la ville, la population augmenta, pour atteindre environ 6 000 personnes aux alentours de 1880-1890.

À la fin de la domination ottomane, Haïfa connut un nouvel accroissement de population, ainsi qu'un essor dans le commerce et les échanges. La ville s'étendait rapidement et des améliorations furent apportées aux infrastructures, aux services d'hygiène, etc. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, on estimait la population de la ville à 11 000-12 000 habitants, et en 1911, cette population atteignit 20 000 habitants. Cet accroissement démographique était supérieur à ceux des autres villes du pays au même moment.

Le mandat britannique marqua l'âge d'or de Haïfa. Les Britanniques firent de Haïfa la ville portuaire principale du nord du pays et la transformèrent en centre militaire et de commerce. La construction du port, de l'aéroport et des raffineries marqua l'importance croissante de la ville. Cette croissance fut l'une des conséquences de l'immigration juive vers Haïfa qui, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, fut attirée par le développement de la ville.

Avant l'immigration sioniste, en 1868, la communauté juive de Haïfa comptait une centaine de familles. La plupart étaient des Sépharades d'Afrique du Nord établis à Haïfa depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Les juifs orthodoxes ashkénazes s'installaient à Haïfa depuis la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ; une minorité parmi les Juifs, ces derniers formaient une communauté mieux implantée et mieux organisée. Des six synagogues de la ville, cinq étaient sépharades. Les deux communautés, pareillement touchées par la pauvreté, menaient des vies semblables en bien des points.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, différentes personnes immigrèrent à Haïfa. Cette immigration sioniste donna naissance au nouveau *Yichouv*. La communauté juive grandit et se transforma.

## Accroissement de la population de Haïfa (1868-1948)

	Juifs: %	Juifs	Population totale	Année	Source
		100 familles	3 500-4 000	1868	
			7 165	1886	Recensement Schumacher
			8 500	1890	
			11 000-12 000	1902	
			15 000	1905	
			18 000	1909	
			20 000	1911	
	13%	3 000	23 000	1914	Estimation des Ottomans
Uniquement dans la Vieille ville, sans doute		1 406		1917	Bureau du sionisme
	25,3%	6 230	24 634	1922	Recensement britannique
	32%	15 923	50 401	1931	Recensement britannique
	52%	54 415	105 000	1938	Recensement du Conseil de la communauté
	66%	84 100	128 000	1948	Recensement du Conseil de la communauté

La structure ethnique de la communauté changea avec le temps :

- 1905 : M.G. Levin (qui deviendrait plus tard président de la communauté) faisait mention de 20 familles ashkénazes et de 120 familles sépharades environ.
- 1919 : les registres sionistes de Haïfa mentionnent la présence de 21,7 % de Juifs orientaux, de 39 % de Juifs sépharades et de 39 % de Juifs ashkénazes, sur un total de 1 407 Juifs à cette date.
- 1938 : le recensement de la communauté juive compte 82,6 % d'Ashkénazes (soit 46 660 personnes sur 54 118).

Il faut comparer ces données avec les statistiques générales :

Année	Ashkénazes	Sépharades	Yéménites	Autres Juifs orientaux
1916		41 %		
1918 - 56 000 people	33 000 (58.9 %)	11 000 (19.6 %)	4 400 (7.9 %)	7 600 (13.6 %)
1928	71 %	13 %		
1934 - 550 000 people		25 %		
1938		23 %		
1940	77.7 %			
1943		20.5 %		

Les différences entre les immigrants européens avaient des conséquences sur la structure de la communauté. Tandis que les premières vagues d'immigration venaient d'Europe de l'Est, depuis le début des années trente, la plupart des immigrants arrivaient d'Europe de l'Ouest et d'Europe centrale.

Haïfa attirait les immigrants. Jusqu'au printemps 1935, 24 000 Juifs allemands avaient immigré en Palestine : 8 000 d'entre eux s'installèrent à Tel Aviv, constituant 38 % du *Yichouv*. Haïfa, qui représentait alors 14 % du *Yichouv*, accueillit 5 000 immigrants, soit 20 % de la population totale d'immigrés en Palestine. En 1936, les Juifs d'Europe centrale représentaient 14 % de la communauté juive de Haïfa, tandis qu'ils comptaient pour 9% de la population à Tel Aviv et pour 5,6 % seulement à Jérusalem. Un an après, en 1937, sur un total de 40 000 immigrants, 22,5 % s'installèrent à Haïfa, 33 %

s'installèrent à Tel Aviv et 12,5 % s'installèrent à Jérusalem. En 1948, 29 % des Juifs allemands en Palestine vivaient à Tel Aviv, 16 % habitaient à Haïfa, et 9 % étaient à Jérusalem. Autrement dit, Haïfa accueillit un nombre d'immigrés supérieur à sa population initiale, faisant de cette ville un centre d'absorption considérable.

Les nouveaux immigrés véhiculaient des idées nouvelles et étaient porteurs de changements dans la structure de la communauté. Une de ces idées, le nationalisme, déclarait entre autres que tous les Juifs formaient une communauté – en d'autres termes, le nationalisme prônait la création d'une communauté unie dotée d'un seul organisme représentatif. Ce n'était pas tant la représentation conjointe des communautés sépharade et ashkénaze que la représentation unique d'une seule communauté incluant les deux origines, sans marquer leur différence, qui était révolutionnaire.

En effet, l'ancienne communauté juive de Haïfa était en réalité composée de deux communautés ethniques distinctes, l'une ashkénaze, l'autre sépharade. D'après les lois ottomanes sur les millets, les autorités ottomanes considéraient ces deux communautés comme une seule communauté jouissant de l'autonomie culturelle et religieuse. Comme nous l'avons dit plus haut, le séparatisme religieux caractérisait Ashkénazes et Sépharades, mais ces deux communautés entretenaient des relations économiques et sociales avec leurs voisins arabes. L'idée d'une communauté nationale véhiculée par les nouveaux arrivants impliquait un séparatisme national et politique entre Juifs et Arabes. Haïfa, ville mixte, était un microcosme de la réalité palestinienne : c'était un espace géographique et politique mixte avec des populations à la fois juives et arabes. La tentative d'établir une communauté nationale à l'intérieur de la ville, à côté de la communauté arabe, différait des tentatives d'autres communautés juives de créer un espace géographique distinct, comme à Tel Aviv et Jaffa, par exemple. Haïfa représentait donc un échantillon de la tentative plus globale de construire un foyer national juif dans une Palestine mixte.

L'immigration amena la croissance financière, mais nous ne pouvons pas dissocier cette croissance du développement général de la ville et des changements apportés au pays par l'immigration sioniste en général. Des institutions communautaires tels des écoles modernes (comme celle de l'Alliance israélite universelle ouverte en 1881), le premier jardin d'enfants (Ezra, en 1907), ou la Anglo-Palestine Bank (1908) furent fondés. Les premiers quartiers organisés furent construits en dehors du centre ville, prémices de la séparation géographique entre Arabes et Juifs.

Le premier comité d'ethnicité mixte constitué des comités sépharades et ashkénazes fut établi en 1907. Ce Conseil de la communauté (*Vaad Haeda*) servait principalement à confirmer ce à quoi aspiraient les sionistes : constituer un organisme diversifié (respectueux des lois mandataires) pour l'ensemble de la population juive (et non pas pour les sionistes uniquement). Jusqu'en 1929, ce Conseil de la communauté opérait sans base légale.

En 1929, cependant, des réglementations de la *Knesset Yisraël* – entité gouvernementale interne du *Yichouv* – fournirent le cadre légal et le soutien mandataire aux institutions nationales, tant au niveau national que local. Les Conseils des communautés avaient pour rôle principal de traiter des besoins communautaires en matière d'éducation, d'aide sociale, de santé et de religion ; ils s'occupaient également des élections municipales afin de pouvoir jouer un rôle dans la prestation de services à leur communauté.

De même que les organisations nationales représentatives étaient des organismes généraux élus de manière démocratique – organismes dont les budgets et les règlements, soumis au vote, étaient ancrés dans les règlements de la *Knesset Yisraël* et devaient recevoir l'aval des autorités mandataires – les Conseils des communautés devaient, suivant les mêmes règlements, tenir des élections directes, générales et démocratiques à bulletin secret. Leurs budgets étaient soumis aux mêmes contrôles gouvernementaux. Une direction publique ancrée dans la politique ne pouvait convenir qu'aux individus connaissant le « jeu démocratique » et sachant en tirer parti. Les immigrés européens, au fait des règles politiques, mirent en place des institutions leur permettant d'accéder au pouvoir public, qu'il s'agisse de partis politiques, d'organisations économiques ou civiques (telles des associations professionnelles ou de commerce), ou des institutions publiques comme les comités de quartier. Sans être représentés au Conseil de la communauté, ces organismes avaient un pouvoir économique et politique important. Ils constituaient le filet de sécurité de la communauté et se joignaient au Conseil de la communauté en cas de problème. Les « inorganisés », pour la plupart d'ascendance sépharade ou appartenant à l'ancien

*Yichouv*, ne purent pas prendre part à ce processus et se retrouvèrent donc en position d'inférieurs politiques et économiques dans la nouvelle communauté mixte.

Il faut remarquer que la lutte n'opposait pas uniquement l'ancien *Yichouv* au nouveau *Yichouv*, les anciens immigrés et les nouveaux venus, mais qu'une lutte parallèle, à l'intérieur du groupe sépharade, opposait ceux qui souhaitaient prendre part à la « renaissance sioniste », comme on l'appelait, et ceux qui voulaient maintenir la séparation traditionnelle entre les différents groupes. Contrairement au parti ashkénaze orthodoxe de l'*Agudat Israël* qui choisit de ne pas se joindre à la *Knesset Yisraël*, les dirigeants sépharades faisaient face au défi extrêmement complexe de prendre part à la « renaissance sioniste » (d'un point de vue d'inférieur, comme nous l'avons dit plus haut) tout en gardant un certain degré d'engagement vis-à-vis de leur communauté et de leur identité d'origine.

Malgré les écarts sociaux décrits plus haut, une certaine familiarité et une certaine collaboration régnerent au sein de la direction publique de Haïfa jusque dans les années trente. Il n'était pas rare qu'une même personne occupe plusieurs postes publics et l'on retrouvait souvent un même nom au comité de quartier, au Conseil de la communauté, ou à d'autres postes publics, ce qui explique que, dans bien des cas, les conflits faisaient place à la collaboration. Le Conseil de la communauté devint la scène de compromis politique et l'arène qui ouvrit la voie à l'unification de la communauté. Cette familiarité particulière était visible dans la manière dont le conseil fonctionnait en situation critique, lorsque les dirigeants communautaires unissaient leurs efforts, agissant sur la base de leurs relations personnelles plutôt qu'en fonction de leur affiliation politique. Le meilleur exemple en est le président, Gotel-Levin, élu à plusieurs reprises à la présidence du conseil malgré le fait qu'il n'appartenait pas au parti majoritaire des travailleurs mais au parti minoritaire des 'sionistes généraux'. Gotel-Levin, gendre de Yoel-Moshé Salomon, juif orthodoxe mais moderne, pharmacien, marchand et homme de compromis, contribua beaucoup à la manière accommodante dont le conseil (et la communauté) étaient dirigés. Cette familiarité évolua avec la croissance de la communauté dans les années trente, non seulement du fait de l'accroissement de la population mais également à cause des différences culturelles et organisationnelles introduites par les immigrés d'Europe centrale et occidentale. Durant cette période, la définition de l'ancien *Yichouv* et du nouveau *Yichouv* – anciens immigrés et nouveaux venus – se transforma, les immigrés des premières années ainsi que les habitants de l'ancien *Yichouv* se retrouvant alors du même côté pour tenter d'endiguer les changements politiques et culturels que les nouveaux arrivants d'Europe centrale essayaient d'introduire dans la société. De nouvelles limites furent établies, notamment lorsque la lutte culturelle se transforma en combat politique avec la création du parti de la Nouvelle *Aliyah*, un parti d'Europe centrale et occidentale, à l'occasion des élections de 1942. Lors de ces élections, le succès de ce parti (arrivant en seconde place après le *Mapai*) renouvela l'orientation d'une direction basée sur le secteur d'activité ainsi que l'image ethnique de la lutte politique et culturelle concernant la nature de la communauté.

Un autre domaine influencé par la nouvelle immigration est celui des relations entre communautés arabes et juives dans la ville.

Comme nous l'avons dit plus haut, malgré les différences religieuses, la petite communauté juive du XIX<sup>e</sup> siècle entretenait des relations économiques et culturelles avec la communauté arabe avoisinante. Les vagues d'immigration changèrent la proportion démographique entre Arabes et Juifs, mais elles entraînèrent aussi de nouvelles ambitions dans le domaine de l'identité nationale et, plus tard, dans le domaine de la souveraineté nationale. Localement, la mise en place de quartiers séparés selon l'ethnie convenait parfaitement à la réalisation de ces idées. Dans les villes mixtes, cependant, la réalité était telle qu'il fallait trouver des moyens différents de gérer la tension accrue entre les organisations nationales indépendantes et la coexistence qui persistait au sein de la municipalité et dans la vie de tous les jours. À Tel Aviv, la communauté juive fondatrice de la ville opta pour le séparatisme, mais à proximité de Jaffa, « ville-mère » mixte. Les nouveaux immigrés à Haïfa débattirent la question tout au long de la période mandataire. Tout en construisant de nouveaux quartiers ethniquement homogènes, les immigrés se demandèrent si ces quartiers devaient se rattacher à la ville de Haïfa ou à sa communauté juive uniquement. Le quartier juif principal de *Hadar Hacarmel* hésitait : devait-il se poser comme la ville hébraïque du Carmel, devenant ainsi un leader national à l'instar de Tel Aviv ? ou devait-il devenir le principal point d'ancrage politique et économique de la réalité plus complexe de la ville mixte de Haïfa ? C'est cette deuxième proposition qui fut finalement choisie. La plupart des quartiers de la baie de Haïfa

construits ultérieurement, confrontés à la même question, optèrent pour le séparatisme vis-à-vis de la ville tout comme de sa communauté juive.

Ces décisions n'étaient pas seulement d'ordre idéologique mais également de nature économique et politique. Faire partie de la ville impliquait une prise de responsabilité vis-à-vis de Juifs non organisés et parfois non sionistes, et signifiait, évidemment, l'obligation d'agir au sein d'une municipalité locale mixte pour le bien de tous, pour l'intérêt local commun.

Ces difficultés étaient d'autant plus grandes que la population arabe ne parvint pas à mettre en place des institutions communautaires identiques durant la période mandataire. Les seules institutions arabes s'occupant d'affaires communautaires étaient, pour la plupart, volontaires, religieuses (musulmanes ou d'églises variées) et privées. Il n'y eut aucune tentative de créer une organisation générale et démocratique par des élections générales.

Cet article ne traite pas de l'établissement de la communauté arabe ni des relations entre Juifs et Arabes. L'étude de la communauté juive, néanmoins, permet d'illustrer très clairement que cette dernière, sous la conduite des dirigeants publics, se sépara de la communauté arabe. Cette séparation est visible à plusieurs niveaux :

- **Coopération et travail en commun au conseil municipal mixte :** à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, aux postes du conseil municipal, les Juifs avaient l'habitude de voter pour des candidats arabes réputés « conciliants » envers la communauté. Durant la période du mandat, les représentants juifs, élus par le Conseil de la communauté, étaient considérés comme leurs délégués au conseil municipal. Lorsque les partis, créés à partir des différents secteurs professionnels, se retrouvèrent face à la perspective plus générale de la municipalité, les désaccords étaient inévitables. Les tensions entre les faits et les aspirations séparatistes du Conseil de la communauté d'une part et la coopération et l'action commune nécessaires au sein du conseil municipal d'autre part ne se relâchèrent pas durant les années quarante, même lorsqu'un Juif, Shabtai Lévy, devint maire de la ville. Le Conseil de la communauté poursuivit ses activités indépendantes, non seulement dans les domaines de la santé, de l'éducation et des services sociaux, mais également dans ceux de la défense et de l'organisation civiles en temps de crise, durant la Seconde Guerre mondiale, par exemple.
- **Coopération en situations critiques :** dans un article sur Jérusalem durant la Première Guerre mondiale, le Dr. Yakovson montre qu'à l'initiative du conseil municipal, une grande coopération civile existait entre Arabes et Juifs. Dans une recherche parallèle sur Haïfa à la même période, je montre à quel point cette même activité civile était essentiellement juive. En effet, les documents des différents comités ne mentionnent quasiment aucune coopération avec la municipalité de Haïfa ou avec les communautés arabes. Comme nous l'avons dit plus haut, cette orientation séparatiste se poursuivit durant la Seconde Guerre mondiale.
- **Séparatisme structurel :** durant la période mandataire, la communauté juive développa ses institutions indépendantes et les privatisa. Les Britanniques, dont le soutien allait aux infrastructures civiles générales, sur la base de la capacité économique de la terre, protestèrent. La communauté juive refusa d'accéder aux services de l'hôpital dirigé par le gouvernement (aujourd'hui, l'hôpital Rambam), prétendant qu'il était sale, que la nourriture n'y était pas cachère et que ses services médicaux étaient de qualité médiocre. Avec l'aide de l'organisation Hadassah, la communauté juive construisit un hôpital juif, qui est aujourd'hui le centre médical Benei Tsion. Il servait d'hôpital communautaire, contrairement aux centres médicaux fondés par les *kupot holim*, les organismes médicaux privés. Il en allait de même dans le domaine de l'éducation : le système éducatif hébraïque était privé. Ce n'est qu'en 1942 qu'un comité municipal pour l'éducation vit le jour mais, malgré la prétendue coopération entre Arabes et Juifs, ce comité était séparé en deux entités distinctes.
- **Langue :** les Sépharades, pour la plupart, parlaient arabe et connaissaient bien la culture arabe. Les nouveaux immigrés, pour leur part, demandèrent que l'hébreu soit reconnu comme la seule langue officielle du pays. La langue hébraïque se diffusait de plusieurs manières : les autorités britanniques et la municipalité de Haïfa, par exemple, demandaient que l'hébreu soit reconnu comme l'une des langues officielles et que des documents officiels soient publiés dans cette langue. Il y avait également les cours d'hébreu, dispensés à la fois aux immigrés et aux membres de l'ancienne communauté. Évidemment, l'hébreu était un élément fédérateur pour la nouvelle

communauté juive et servait de ligne de démarcation entre les deux communautés nationales. De nombreux membres de l'ancienne communauté, cependant, n'acceptèrent pas ces idées et continuèrent de considérer l'arabe comme un outil de communication essentiel. La nouvelle direction de la communauté repoussa leur requête d'enseigner l'arabe parallèlement à l'hébreu, requête qui disparut au fil des années trente.

- **Séparation géographique et établissement de nouveaux quartiers homogènes :** malgré ce que nous venons de décrire, nous pouvons supposer qu'au sein des quartiers mixtes, une simple coopération et des relations humaines existaient. Un écho de cette trame délicate de coexistence humaine est perceptible dans la littérature, par exemple, mais aucune recherche dans ce domaine n'a encore été effectuée.

## Conclusion

L'installation d'immigrés dans un nouveau foyer produit inévitablement des récits mettant en scène de nombreux changements. L'immigration juive du XX<sup>e</sup> siècle en Palestine donna lieu non seulement à des changements démographiques mais également à des transformations idéologiques et organisationnelles.

L'ambition d'établir une communauté nationale constituait l'une des caractéristiques principales de cette immigration. L'étude de cette expérience au niveau local montre que le cas de villes mixtes en général et de Haïfa en particulier est unique. Les nouveaux venus modifièrent non seulement la taille et la nature ethnique de la communauté mais ils redéfinirent également son caractère, ses relations internes, ainsi que ses rapports avec ses voisins arabes. Dans la plupart des cas, les immigrants établirent de préférence leur nouvelle communauté hébraïque à l'intérieur et à partir de la communauté juive (ou des communautés juives) locale(s) préexistante(s). Par rapport aux Arabes, la plupart des nouveaux quartiers décidèrent de se rallier au cadre municipal mixte tout en maintenant une séparation géographique et organisationnelle. Ces décisions furent revues et reconsidérées maintes fois durant la période du mandat mais finirent par déboucher sur la construction de la « communauté hébraïque de Haïfa ».

En réalité, les nouveaux dirigeants tentèrent de « démêler » Haïfa en quartiers nationaux distincts et en systèmes économiques et sociaux séparés, s'aidant de leur capital culturel et politique européen pour amener les Anglais à autoriser ces mesures. C'est ce même capital qui permit à certains groupes sionistes d'avoir le dessus dans la lutte interne portant sur la nature de la communauté juive, et d'accéder au pouvoir public et au contrôle des ressources de l'ancien *Yichouv*. Si Haïfa demeura une ville mixte après 1948, les frontières entre les deux communautés nationales se renforcèrent. Pendant le mandat, la communauté hébraïque de Haïfa devint la communauté juive d'une ville mixte la plus forte et la mieux organisée (comparée aux communautés juives d'autres villes mixtes tel Jaffa ou Tibériade). L'établissement progressif d'une communauté nationale dans un environnement mixte, au niveau local, permet de mettre en lumière un autre aspect de la lutte pour la construction nationale dans une Palestine à la réalité mixte bien complexe.